

Pourquoi voter SE-UNSA le 9 février 2010 ?

Pour une Formation Professionnelle Publique et Laïque de qualité !

Plus d'ouvertures de postes, davantage d'offres de formation, une vraie orientation des élèves avec une réelle prise en compte des projets professionnels de l'élève,...

Le SE UNSA intervient en CAEN, CTP, CAPA pour défendre avec force et conviction la voie professionnelle Publique et Laïque et propose une avenir à la voie professionnelle.

Pour des conditions de travail correctes !

Des classes à effectifs réduits, des dédoublements conséquents, des créations de postes, des affectations conformes aux souhaits des enseignants, une possibilité de formation offerte en fonction des demandes des PLP, ...

Le SE-UNSA intervient dans toutes les instances et commissions pour défendre nos conditions de travail et le respect de notre statut.

Pour des parcours de formation professionnelle adaptés à tous nos élèves !

Des cursus adaptés aux parcours des élèves, des formations de niveau V pour répondre aux demandes des familles, des classes passerelles en nombre suffisant, des créations et implantations de BTS en LP, une réelle concertation pour l'ouverture des structures nécessaires,...

Le SE-UNSA revendique les moyens nécessaires à une offre de formation professionnelle, initiale et continue, dans un Service Public de qualité, à tous les niveaux et sur tous les territoires. Le SE-UNSA agit devant les responsables politiques, dans toutes les instances de Midi Pyrénées.

Pour garantir un avenir aux PLP en SEGPA, EREA & LP !

Le SE-UNSA réaffirme l'apport indispensable des PLP dans leur approche et leurs pratiques pédagogiques spécifiques pour tous les élèves, et notamment pour ceux de SEGPA et d'EREA.

Pour reconnaître enfin la fonction de TZR !

Le SE-UNSA revendique en CAPA et au rectorat une meilleure anticipation des affectations de rentrée, le droit à l'ISSR pour tous, une prise en compte réelle de l'étendue géographique de l'Académie de Toulouse,...

Pour l'accès à la hors-classe pour tous !

Le SE-UNSA demande un barème académique transparent et juste qui permette à tous les PLP un départ en retraite avec la hors-classe. Le SE-UNSA revendique une augmentation du contingent d'accès à la hors classe



Le 9 février

Pour donner un avenir à la Voie Professionnelle

Je vote,
Je fais voter
pour
la liste du SE-UNSA

Dispensé de timbrage : C.T.C. TOULOUSE

enseignants

de l'académie de Toulouse

SE UNSA 19 bld Silvio TRENTIN 31200 TOULOUSE
Tél : 05.61.14.72.72 Fax : 05.61.14.72.79
Mél : ac-toulouse@se-unsa.org

Janvier 2010 N° 2

Enseignement professionnel

Publication trimestrielle

Orientation des élèves de T^{ales} BEP pour 2010: Inadmissible !

N° CPPAP : 1110 S 06679 Imprimerie SE-UNSA Directeur de publication : Corinne BERT Tarif : 0,5 €

SOMMAIRE

- ➔ Rencontre SE UNSA/ Région Midi Pyrénées P2
- ➔ Courrier de M MALVY au Recteur P3
- ➔ Agir depuis la rentrée P4/5
- ➔ Interventions SE UNSA aux CTPA de décembre et de janvier P6
- ➔ Les chiffres qui fâchent P7
- ➔ Le 9 février, Voter SE UNSA P8

CTPA 16 décembre & 18 Janvier ; CAEN du 20 Janvier :
Le SE UNSA relaye les demandes des collègues et maintient ses exigences. P6

Orientation des élèves :
Le Président de Région s'adresse au Recteur
P 3

Les chiffres qui fâchent !
P7



Rencontre SE-UNSA/Région Midi Pyrénées

Le SE UNSA a rencontré la Région Midi Pyrénées le 10 décembre 2009.
 Pour faire le point sur la situation des LP dans notre académie,
 présenter nos attentes et revendications, connaître le positionnement de la Région
 sur différents points importants pour les PLP et la Voie professionnelle

AUDIENCE REGION 10 DECEMBRE 2010 Voie professionnelle :

En gras souligné, les problèmes soulevés par le SE UNSA:

1) Quels est le positionnement de la Région Midi Pvrénées par rapport à l'enseignement professionnel Public? :

Réponse de la région Midi Pyrénées/

« Nous souhaitons valoriser, maintenir et développer l'enseignement professionnel dans les lycées Publics.

La région veut apporter une cohérence dans la carte des formations et pour cela, elle souhaite que tous les intervenants se mettent autour d'une table pour maintenir ou développer une offre de formation sur tout le territoire, qui mette en avant le service public.

La région se positionne clairement en soutien aux lycées professionnels publics. »

2) Quels avenir pour les LP ruraux? :

« La question des LP ruraux est une vraie question. Elle pose la problématique des LP excentrés, dans certains cas de filières en sous effectifs. L'objectif de la Région est de développer ces établissements en les renforçant, car il y a la volonté politique de répondre au maillage du territoire. Pour exemple, la région a investi fortement pour accueillir une nouvelle formation dans le secteur du bois (CAP Constructeurs Bois) en investissant pour les machines, les ateliers, ... au LP du Bois de Montauban de Luchon, ce qui permet de maintenir un maillage du territoire. Pour développer ces établissements en terme d'effectif ou de filières, l'apprentissage public peut aussi être une réponse à adapter aux établissements. »

Sur l'apprentissage, complément d'intervention du SE UNSA:

Pour le SE UNSA, l'apprentissage public ne peut être envisagé sans tenir compte d'impératifs dont:

- 1) La non mixité des publics dans une même classe.
- 2) L'avis favorable des équipes pédagogiques et du CA.
- 3) La nécessité d'utiliser des moyens pérennes autres que le système des postes gagés (qui doit être validé tous les ans).
- 4) Sans rentrer dans le détail, la question des indemnités des PLP doit être aussi prise en compte, pour ne pas être différentes ou moindres pour des collègues engagés sur de l'apprentissage public.

3) De quels éléments dispose la Région sur les conditions de la rentrée et de travail dans

les Lycées Professionnels:

Réponse de la région Midi Pyrénées

« Les informations sur la rentrée dont dispose la région sont celles données par le Rectorat. Les informations transmises par le Rectorat ont été que la rentrée s'est bien passée, sans problème particulier. La Région n'a pas d'éléments autres. »

Pour le SE UNSA, nous avons développé plusieurs points; dont:

A) La mise en place de l'accompagnement personnalisé :

Il n'est pas mis en place de manière structurée ou similaire dans tous les établissements. Il y a des variations importantes d'un établissement à un autre. En HSA, en HSE, absent ailleurs, en HSA dans l'emploi du temps élèves puis retransformé en HSE en novembre (avec la désorganisation que cela entraîne pour les enseignants, pour les classes et les élèves).

Au final, hors quelques établissements où une réelle concertation avec les équipes a été organisée, l'installation de cet accompagnement se fait sans réel projet pédagogique. Les heures, si elles peuvent apparaître, ne correspondent pas à une réflexion pédagogique.

C'est pourtant important. Le SE UNSA a souligné l'importance que ces heures soient bien prévues dans les emplois du temps des élèves comme des enseignants.

B) Les situations des PLP, notamment en Arts appliqués, VSP,...

Nous avons expliqué que dans de nombreux établissements, ces collègues ont 18h pour 18 classes, avec l'équivalent de 7 niveaux différents parfois. Au total, de 380 à parfois plus de 420 élèves, qu'ils devront évaluer en CCF (en plus du travail classique), qu'ils devront suivre pour les difficultés (gestion de classe,...). Nous avons rappelé que les programmes avaient aussi changé pour la majeure partie des niveaux (VSP).

A cela s'ajoute la certification intermédiaire (BEP rénové) qui devra être proposée aux élèves (CCF).

La charge de travail devient donc phénoménale.

Cette représentation n'est pas exhaustive. Les situations particulières avec d'autres éléments sont nombreuses: ex: tentatives ou ajouts d'élèves issus de l'apprentissage en alternance dans leurs cours (immersion), intégration ponctuelle d'élèves d'UPI, etc,...

C) L'avenir des élèves des actuelles Terminales BEP :

Le SE UNSA a posé le problème de l'avenir de ces élèves, et la nécessité de leur donner une scolarisation normale, qui permette une réelle insertion, dans de bonnes conditions :

Pour le SE UNSA, nous avons expliqué que c'était la dernière année pour de nombreux BEP et qu'à la rentrée 2010, ces élèves intégreraient une 1^{ère} BAC PRO 3 ans (selon nos informations du moment).

Le SE UNSA a indiqué que l'interrogation et l'inquiétude sont très fortes pour les collègues face à ce problème. Nous avons indiqué que les élèves de T^{ale} BEP seraient affectés dans des 1^{ère} BAC PRO 3 ans, et seraient alors « mélangés » avec des élèves issus de 2nd BAC PRO 3ans et de CAP.

Conséquence: le mélange de ces publics n'ayant absolument pas eu la même formation, en enseignement général comme en enseignement professionnel. Ajoutons que ceux issus de T^{ale} BEP auraient le BEP (majoritairement), les autres auraient à préparer le BEP rénové: un vrai casse tête pédagogique. Ajoutons aussi que ces élèves n'auront pas la même maturité.

Le SE UNSA a rappelé que le Ministère avait affirmé que les élèves de BEP continueraient en BAC PRO 2 ans (tuilage).

Pour le SE UNSA, nous demandons que des moyens spécifiques soient déployés pour accueillir ces élèves, sans mélanger les publics.

Le SE UNSA a dénoncé aussi les projections du rectorat selon lesquelles un élève sur deux seulement continuerait en Bac Pro.

Entretien et état des matériels informatiques et des réseaux:

Le SE UNSA a rappelé le problème de l'entretien et de la maintenance des parcs informatiques.

Certains établissements sont en difficulté, lorsque les ordinateurs ou les réseaux tombent en panne. Cela pose le problème de la formation pour les élèves et de nombreuses formations professionnelles sont concernées.

Nous avons souligné les efforts faits par la Région en terme d'achat de matériel. Avec la difficulté de l'insuffisance de la maintenance qui suit.

Nous avons d'ailleurs indiqué qu'une action de grève avait été menée par les personnels d'entretien du rectorat en septembre.

D'autres points ont été évoqués (situation particulières de LP, évolution des formations.)

Pour la Région Midi Pyrénées:

Mme BASCOUL—M SIMON

M OTT—M DOUARD

Compte rendu pour le SE UNSA:

Marc GINESTE

Secrétaire Académique PLP

SE UNSA Toulouse

CTPA, CAEN
 Décembre/Janvier

Revalorisation ? Rénovation ? de la Voie Professionnelle

Le slogan n'aura pas fait long feu !

Le CTPA du 18 janvier et le CAEN du 20 janvier lancent la préparation de la rentrée 2010 pour la Voie Professionnelle. Le peu de documents fournis aux organisations syndicales laisse mal augurer du discours qui sera tenu ce jour là et des informations qui seront données.

Soucieux du débat, le SE UNSA fournit donc des éléments supplémentaires pour alimenter le débat.

Revalorisation de la Voie Professionnelle nous disent en cœur Ministère, Rectorat, ...

Voici les chiffres de l'évolution des notes obtenues au brevet des collèges par les élèves entrant en CAP, BEP ou BAC en lycées professionnels pour 2008 (30% des établissements expérimentaient le Bac Pro 3 ans) et pour 2009 (quasi-totalité des établissements en Bac Pro 3 ans).

Rentrée	Entrants en LP	observés	français	Maths	Hist-Géo	Moyenne des entrants	% moyenne >10 au brevet
2008	4623	4390	8,6	8,3	10	8,9	34,1
2009	4434	4173	9,7	7,4	9,0	8,69	27,8

Ces chiffres, même s'ils ne recoupent que deux rentrées sont inquiétants. Ils se heurtent à la priorité du rectorat d'orienter plus d'élèves vers la voie générale, avec le seul critère des moyennes. Les orientations d'élèves vers les LP se font alors par défaut. Au SE UNSA, nous posons clairement la question de l'orientation, de sa préparation en amont. Le critère de la moyenne existe. Mais le projet professionnel, la découverte professionnelle, doivent être en amont davantage préparés.

La Rénovation de la Voie Professionnelle, sans moyens, sans volonté, aboutit aujourd'hui à mélanger les genres et les élèves, entraînant de la confusion là où il faudrait de la cohérence.

Ainsi, au résultat du brevet des collèges, il n'y a quasiment plus ou peu de différences entre les moyennes élèves des entrants en BEP/CAP ou des entrants en 1ère année de Bac Pro 3 ans.

Année 2009	Français	Maths	Hist-Géo	Moyenne
Seconde GT	12,7	12,1	12,3	12,4
1ère année de Bac Pro	9,7	7,5	9,1	8,7
1ère année de BEP ou CAP	9,8	7,4	9,0	8,7
Total LP	9,7	7,5	9,0	8,7

Le SE UNSA appelle les collègues :

⇒ à soutenir les actions menées par le SE UNSA pour défendre la Voie Professionnelle pour exiger les moyens nécessaires à la voie professionnelle pour la rentrée prochaine. (non mixité des publics, ouvertures de CAP, BTS, Passerelles, dédoublements, ...).

La Voie professionnelle a un avenir.

Nous l'avons dit le 21 janvier en manifestant. Nous le défendrons dans toutes les instances, devant tous les intervenants..

Marc Gineste
 Secrétaire Académique PLP SE UNSA

Demandes SE UNSA au recteur en CTPA et CAEN

- 1) Refus du mélange des élèves issus de T^{ale} BEP + 1^o année Bac Pro 3 ans en 2^{ième} année BAC Pro 3 ans pour la rentrée 2010. Ouverture y compris de demi sections pour accueillir ces élèves. (Rappel: Engagement du ministère sur un tuilage BEP/BAC pro 2 ans pour les élèves).
- 2) Dédoublement des classes d'entrants pour les collègues d'arts appliqués/VSP qui ont 18h pour 18classes.

- 3) Dotation intégrale aux établissements. (accompagnement pers; heures complémentaires sur Capacité d'accueil).
- 4) Une réelle réflexion sur l'orientation en LP, un travail d'information en direction des familles, des élèves et des intervenants en collège, une valorisation du projet professionnel de l'élève qui permette une orientation positive.
- 5) Des ouvertures en LP de classes CAP, BTS, Passerelles,...



Interventions du SE UNSA CTPA de Décembre et CTPA du 18 janvier

CTPA du 16 Décembre: les chiffres fournis par le rectorat annoncent.

Rentrée 2009 : 4 118 élèves en Terminale BEP & 5 121 en 1ère année de Bac Pro 3 ans, soit **9239 au total.**

Prévision 2010 : 6 799 élèves prévus en 2nde année Bac Pro pour la rentrée 2010. **Il manque donc 2440 élèves.**

Le SE UNSA a soulevé cette question au CTPA de décembre.

Réponse du rectorat: les services ont évalué que **50% des élèves de T^{ale} BEP seulement** poursuivraient en 1ère année de Bac Pro 3 ans, **ainsi que 30% des T^{ale} CAP.** Ce pourcentage variant d'un LP à un autre, en onction des filières: 30 % ici, 60% ailleurs, chaque établissement serait donc étudié au cas par cas.

CTPA du 18 janvier. Le SE UNSA revient sur le sujet!

Accueil des élèves de T^{ale} BEP:

Rentrée 2010 : pour le rectorat, les 2^{èmes} années de Bac Pro 3 ans (ou 1^{ère} BAC Pro) seront constituées par

- 50% des élèves des actuelles T^{ales} BEP,
- 30 % des actuelles T^{ales} CAP
- la « montée » des actuelles 1^{ères} année Bac PRO 3 ans.

Le SE UNSA a demandé que les élèves (notamment ceux de T^{ale} BEP) ne soient pas mélangés avec un public issu de 1ère année Bac Pro 3 ans, car :

- Formation différente (notamment en enseignement général), selon l'origine scolaire.
- Les élèves issus de BEP auront eu cet examen; les élèves issus de 1ère année de Bac Pro devront être préparés à passer le « BEP rénové » par les enseignants: un casse tête pédagogique annoncé.
- Maturité différente des élèves.

Réponse du rectorat :

- Le rectorat maintient sa décision. Les élèves seront mélangés, notamment là où les effectifs ne seront pas suffisants pour une section complète, ou permettraient de compléter un groupe. D'autre part, il sera envisageable aussi de faire recevoir ces élèves par un autre établissement, notamment dans les cas où les établissements ne disposaient pas du Bac 2 ans correspondant ou des plates formes techniques suffisantes.
- **L'étude au cas par cas des établissements se fera par les Inspections Académiques, car** selon le rectorat, ce n'est pas une question d'ouvertures ou de fermetures de filières, mais d'ajustement de capacités seulement.

Masterisation : Les dégâts se multiplient !

Formateurs IUFM issus du 2^o degré

Le SE-UNSA l'avait annoncé. (cf affiche SE-UNSA de novembre). La masterisation vient de faire de nouvelles victimes : ce sont les collègues du 2nd degré qui intervenaient dans les IUFM.

Au total, 25 postes ou équivalent Temps Plein (pour plus de 60 enseignants du 2^o degré concernés) sont ainsi « récupérés » par le rectorat (données CTPA janvier) grâce à la masterisation sur l'Académie de Toulouse.

La formation professionnelle des futurs enseignants disparaît ainsi peu à peu, avec les IUFM.

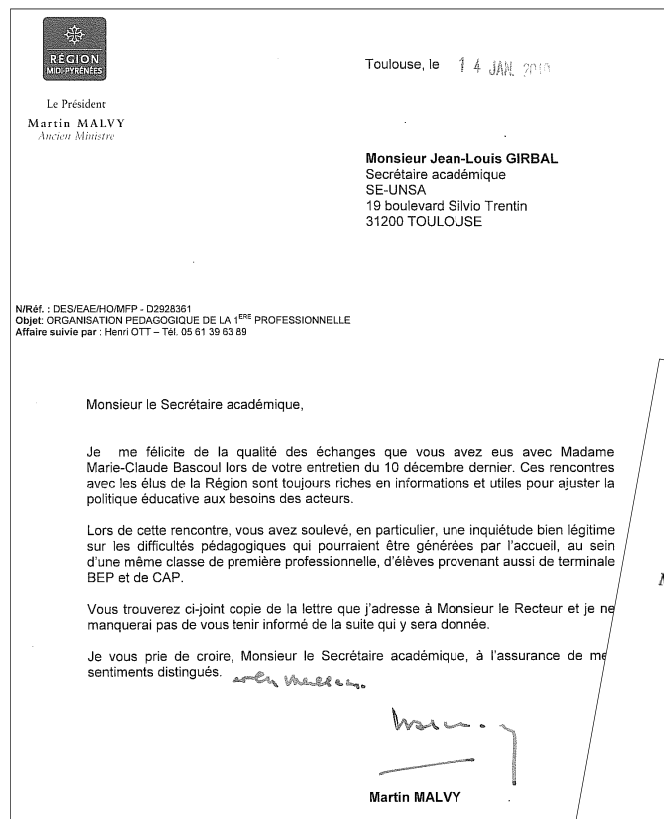
Enseignant: le seul métier qui ne nécessiterait pas de formation professionnelle?

Stagiaires 2 degré 2010:

Le SE-UNSA a interpellé le rectorat. La mise en place de la future formation pour les stagiaires et futurs enseignants s'annonce **catastrophique.** Davantage d'informations sur nos sites internet et par courriels.

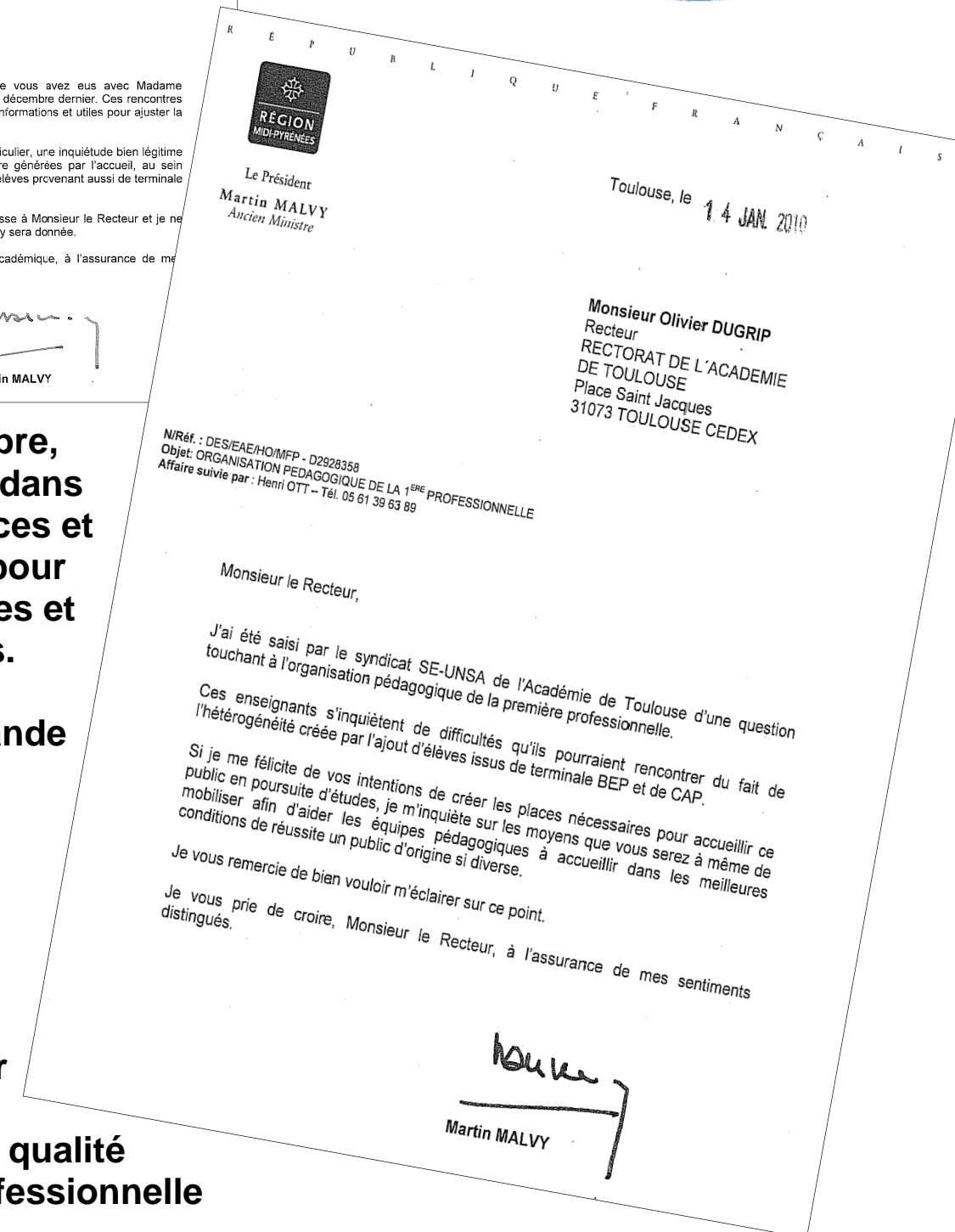


Orientation des T^{ales} BEP en LP: Suite à l'intervention du SE UNSA, le Président de Région, Martin Malvy, interpelle le Recteur pour la rentrée 2010.



**Depuis décembre,
le SE UNSA agit dans
toutes les instances et
devant les élus pour
défendre les élèves et
les personnels.**

**Le SE UNSA demande
les moyens
nécessaires au
Recteur de
l'Académie de
Toulouse pour
accueillir nos
élèves dans les
conditions qui leur
sont dues, pour
une scolarité de qualité
dans la Voie professionnelle**



CAEN du 20 janvier



Le CAEN a abordé naturellement les points traités lors des CTPA

Mais sont présents dans cette instance les représentants des **féderations Parents, étudiants, des élus locaux & départementaux, de représentants des entreprises**, il est donc important d'y redire avec force nos revendications et les attentes des collègues, d'autant qu'il y a coprésidence Etat/Région. Le SE UNSA y a réaffirmé ses exigences.

Nous avons aussi apporté les chiffres des moyennes élèves entrant en LP pour 2008 et 2009 (page ci contre) qui ont pour le moins surpris le Rectorat.

Nous ne doutons pas qu'ils sauront les retrouver.

Pour information, les positionnements au CAEN:

- Pour l'UNSA Education, délégation complète. (voir journal pour nos revendications).

- L'assemblée du CAEN a été fortement surprise par l'absence quasi-totale de la délégation FSU (Un seul représentant présent _snes_).

Au vu de l'ordre du jour et des difficultés qui existent dans la Voie Professionnelle, le SNUEP FSU était absent.

- Un positionnement de la FCPE en soutien de nos revendications sur le dossier de l'orientation des T^{ales} BEP.

- Un positionnement de la CGT similaire à nos déclarations précédentes en CTPA sur la Voie Prof.

(Le snetaa ne siège pas).

Midi-Pyrénées, depuis la rentrée, le SE UNSA et l'UNSA dans l'action pour défendre les personnels et le service public d'Education.

Lycées Professionnels

Albi. Risques d'embouteillage en première année de Bac pro Education. Des enseignants du lycée professionnel de Rascol dénoncent la mise en place des nouvelles filières.



Publié le 19/12/2009 13:10 | LaDepeche.fr

L'intersyndicale SE-UNSA et CGT des représentants d'enseignants du lycée professionnel Rascol continuent à protester contre la réforme du Bac professionnel en 3 ans. Dans un tract d'information, distribué aux parents d'élèves, ils dénoncent « un accompagnement personnalisé au rabais » et une carte des formations en lycée professionnel « désastreuse » pour les élèves de Rascol. Parmi leurs principales craintes, les enseignants redoutent des surcharges dans les classes de première Bac pro et surtout un mélange d'élèves avec des parcours très hétérogènes. Se retrouveraient en 1re Bac pro, des élèves venus de classe de 2de Bac pro, de 2de de l'enseignement général, des élèves sortant d'un BEP, d'autres sortant d'un CAP.

« Un Bac pro en 3 ans, ça peut fonctionner pour certains. Mais on a des élèves en difficulté qui ont besoin de 4 ans », explique Marc Gineste, responsable régional du SE-UNSA pour l'enseignement professionnel.

Manque de passerelles

Après un premier boycott le 16 décembre, la réunion de la commission technique paritaire académique a eu lieu le lendemain. « On nous dit que tous les élèves trouveront une formation bac pro dans le domaine qu'ils demandent. Mais ça reste des déclarations d'intention », résume Michel Bardin, professeur de construction à Rascol et représentant SE-UNSA. Inquiet pour les près de 120 élèves de Rascol qui passeront en 1re Bac pro l'an prochain, il dénonce également la disparition des CAP et l'absence de classes passerelles pourtant promises. Une réunion est prévue mardi 26 janvier au local de l'Unsa à Albi pour faire le point sur les besoins dans l'ensemble des lycées professionnels tarnais. Martine Lecaudey.



Masterisation :

Quid des PLP? Cahors. Vive inquiétude dans les rangs de l'IUFM

Éducation. Hier, une intersyndicale élargie a dénoncé une « réforme brouillon » et la casse du système éducatif. Publié le 17/12/2009 La Dépêche du Midi

Visages fermés, soudés dans la lutte contre la réforme de la formation des enseignants qu'ils estiment « brouillonne et imprécise », une partie du personnel éducatif ainsi que des étudiants ont écouté hier, à l'IUFM de Cahors, les craintes émises par des représentants syndicaux mobilisés comme jamais pour faire réfléchir et fléchir le gouvernement.

« L'actuel projet de réforme fait le choix d'une formation axée sur les savoirs et attribue une portion congrue à toute formation pédagogique ou professionnelle. Ce projet met fin à l'existence autonome des IUFM en les intégrant à l'Université au risque de perdre leur potentiel de formation et de recherche », résume une intersyndicale de l'enseignement au cœur de laquelle Fabrice Diot, président départemental de la FCPE, pose des questions de fond. « Que désire vraiment le gouvernement ? Une école de la concurrence ou une école publique accessible à tous ? À travers cette réforme décidée et imposée sans concertation l'état poursuit son inlassable casse des services publics. En tant que personnel hospitalier, je constate ce phénomène au quotidien. L'institut de formation en soins infirmiers (IFSI) et son système de formation en alternance est aussi menacée », s'alarme-t-il.

« Cette réforme, c'est de l'improvisation. Elle vient de Paris qui ne prend pas le temps de se pencher sur les réalités du terrain et sur les besoins du monde éducatif. Rien n'est concret, mais suffisamment flou pour nous inquiéter », se désole Christine Laverdet, secrétaire départementale de l'UNSA éducation (Union nationale des syndicats autonomes). « Derrière cette réforme, il y a une idéologie d'économie budgétaire », ajoute-t-elle avant d'annoncer une action concrète qui sera conduite durant toute la deuxième semaine du mois de janvier : « Nous distribuerons des tracts présentant les grandes lignes de la réforme et nos inquiétudes, devant les écoles du département. À Cahors, les stagiaires et les étudiants de l'IUFM participeront activement à cette opération », conclut Christine Laverdet, chef de file d'un mouvement de contestation déjà bien amorcé.

Laïcité :

L'argent public pour l'école publique.

Rodez. Sauvez l'école publique ! Enseignement. Conférence-débat ce soir au café des Colonnes animée par Eddy Khaldi, conseiller fédéral de l'UNSA éducation, spécialiste de la laïcité.

Publié le 13/11/2009 La Dépêche du Midi

Classes chargées. Milliers de profs partants à la retraite sans être remplacés. Sentiments de désamour de la part de leur ministre, voire du président... Beaucoup d'enseignants sont sous tension. D'autant qu'au quotidien, les élèves ne les ménagent pas toujours. Et l'organisation d'enfoncer le clou : « l'école publique que nous connaissons est-elle en danger de mort ? Est-on en train de privatiser l'éducation nationale ? S'agit-il d'un fantasme ou d'un véritable complot ? ». Bien des éléments sèment l'inquiétude. Exemple : « L'affirmation en 2007 par le Président de la République de la primauté du curé sur l'instituteur ! Les accords Kouchner-Vatican reconnaissant en 2008 la valeur de tous les diplômes délivrés dans l'enseignement supérieur catholique ! Le vote la loi Carle imposant aux municipalités de financer la scolarisation d'enfants vers des établissements privés d'une autre commune ! »

Ce soir, Eddy Khaldi, conseiller fédéral de l'UNSA éducation, spécialiste de la laïcité et coauteur de « Main basse sur l'école publique », donnera des éléments de réponse à ces questions fondamentales. La conférence et le débat sont organisés par l'UNSA éducation de l'Aveyron, ce soir, à 20 h 30, au café Les Colonnes, à l'angle de la place d'Armes. (1) L'UNSA éducation est membre du CDAL (Comité départemental d'action laïque).

Rodez. « L'argent public à l'école publique »

Enseignement. Hier soir, aux Colonnes, l'auteur de « Main basse sur l'école publique » a argumenté contre la libéralisation de l'enseignement.

Publié le 14/11/2009 La Dépêche du Midi

L'homme sait de quoi il parle. Avant d'être permanent syndical à l'UNSA, il a travaillé dix ans comme enseignant en automatisme dans un lycée technique. Aujourd'hui il est un militant acharné de l'enseignement public.

Il y va sans détour : « l'argent



public doit aller à l'école publique ».

C'est qu'après avoir enquêté, fait de nombreuses rencontres et consulté pour écrire « Main basse sur l'école publique », la conviction d'Eddy Khaldi est faite. « Il y a une volonté au gouvernement d'affaiblir l'enseignement public. La démarche aujourd'hui n'est plus de mettre en avant l'intérêt général mais d'individualiser le rapport à l'école. On incite les parents au zapping, on met les établissements en concurrence. On passe petit à petit d'une école institution à une école service » où chacun est censé faire son marché. [...] Le comité d'action laïque (CDAL), ...

Exiger des moyens !

Le manque cruel de deux collèges neufs

Avec 980 élèves cette année, le collège Lakanal est le plus important de la région. Trop important ?

Le collège de Mazères se sent un petit peu à l'étroit dans ses murs. Cette année, la situation s'exprime en deux chiffres : il y a neuf salles... et 13 classes ! « Un vrai casse-tête pour la principale de l'établissement », admet Antoine Loguillard, secrétaire départemental Unsa-Education.

Le syndicat appelle à la création d'un établissement neuf, ce qui relève de la compétence du conseil général. Mais les choses ne sont pas si simples : sur les 275 élèves de l'établissement, environ 70 viennent de l'Aude ou de la Haute-Garonne. Et le bouclage de financement d'un collège neuf devrait donc associer trois départements issus de deux régions administratives !

A Foix, selon l'Unsa, la situation est également tendue, en raison de la taille critique atteinte par le collège Lakanal, le plus gros collège de Midi-Pyrénées. L'Unsa, là encore, milite ouvertement pour la création d'un collège neuf, au sud de Foix.

Publié le 24/09/2009 La Dépêche du Midi

